

Cette double peur non avouée qui se cache derrière les renoncements de la France vis-à-vis de l'Algérie

Emmanuel Macron et son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune lors d'une conférence de presse, le 25 août 2022 à Alger.



© LUDOVIC MARIN / AFP

Atlantico : La crise Franco-Algérienne réveille des tensions anciennes, enracinées et historiques entre nos deux nations. Les relations nouées par la France et l'Algérie au cours des deux derniers siècles sont faites de défiance mais aussi de passion. Les craintes de l'Elysée semblent être, selon certains commentateurs, politiques et intellectuels, liées à l'existence d'une importante diaspora algérienne en France. Jugez-vous cela crédible?

Michel Fayad : L'attitude du président de la République semble indiquer qu'il craint les millions de citoyens français d'origine algérienne. Il les

perçoit comme des partisans du Front de libération nationale (FLN). De 1962 à 1989, le FLN était d'ailleurs le parti unique. Il a dirigé l'Algérie de 1962 à 1991 et est revenu au pouvoir depuis 1999. Parmi les citoyens français d'origine algérienne, on compte un grand nombre d'harkis arrivés en 1962 et leurs descendants, des personnes parfaitement intégrées, des individus apolitiques ainsi que des opposants au FLN. En les assimilant à des partisans du FLN, Emmanuel Macron considère, de fait, que deux peuples vivent en France : le peuple français et le peuple algérien. Ceci est particulièrement préoccupant, car lorsque deux peuples coexistent sur un même territoire, cela mène souvent à une guerre civile, comme ce fut le cas en ex-Yougoslavie.

Toutefois, il est évident que ces millions de citoyens français d'origine algérienne ont un poids électoral important. Leur vote joue un rôle croissant dans les élections présidentielles. Au deuxième tour, Ségolène Royal (en 2007) et surtout François Hollande (en 2012) avaient réussi à le capter contre Nicolas Sarkozy. Ils avaient ainsi suivi les conseils du think-tank Terra Nova, qui proposait de substituer le prolétariat (de plus en plus acquis à Marine Le Pen) par les "minorités" (vote féministe, vote LGBTQ+, vote musulman, etc.). En 2017 et 2022, Emmanuel Macron a lui aussi bénéficié de ce vote au deuxième tour contre Marine Le Pen.

Toutefois, LFI et son chef ont misé entièrement sur ce vote dès le premier tour afin d'atteindre le deuxième tour. Ils attisent donc les tensions autour du conflit israélo-palestinien, de la politique française en Afrique, de la période coloniale ainsi que des débats, pourtant nécessaires, sur l'immigration, l'identité française et la laïcité. En faisant cela, LFI favorise indirectement l'islamisme. Or, comme l'histoire l'a montré en Iran et ailleurs, chaque fois que la gauche a pactisé avec l'islamisme, ce dernier l'a ensuite écrasée.

L'attitude d'Emmanuel Macron vis-à-vis de ces citoyens français est

d'autant plus contestable qu'elle encourage le FLN à chercher à instrumentaliser certains d'entre eux pour critiquer la position de la France sur le Sahara occidental et exiger une reconnaissance des méfaits coloniaux. Pour toutes ces raisons, il est essentiel de rappeler qu'avant les 132 ans de domination française, le territoire algérien a subi 313 ans de joug ottoman. Je ne parle même pas de l'arabisation et de l'islamisation forcées qui ont précédé cette période...

Il est également primordial de comparer la performance économique de l'Algérie avec celle de l'Égypte afin de déplacer le débat vers le développement économique et la hausse du niveau de vie plutôt que vers les rancœurs. La jeunesse algérienne aspire à la liberté et à travailler, comme l'a démontré le Hirak.

Karim Maloum : Le régime algérien est pyramidal. Il est totalitaire, policier et répressif. Il est aussi très fragile. Il n'y a plus de diplomatie algérienne. Le régime vit sur la rente mémorielle, Gaza ou la question du Sahara. Il se nourrit de symboles. Il faut comprendre que 90 % des Algériens qui vivent en France détestent le pouvoir ! Le président Tebboune est une marionnette. Il n'a jamais été un militaire, les généraux le contrôlent entièrement. L'armée met des civils au pouvoir depuis 1965, afin de maintenir sa mafia politico-financière. C'est une dictature et elle n'est pas suivie par les franco-algériens ni les Algériens réfugiés ici. Effectivement, le pouvoir essaye d'instrumentaliser les banlieues quand il le peut, on l'a vu avec l'affaire Nahel. Mais ça ne prend pas en dehors de quelques drapeaux agités. Et comment cela se pourrait-il ? Tebboune a un discours digne de celui qui pourrait être tenu au comptoir d'un PMU. Il n'a aucune stratégie. Il ne peut donc pas convaincre sincèrement une communauté algérienne elle-même extrêmement diverse en termes de milieux sociaux ou d'origines géographiques, de dates d'arrivée en France. Les Algériens de France ne veulent surtout pas repartir donc il n'y a aucune chance qu'ils puissent être instrumentalisés contre la France.

Certains, je le regrette, insultent la France. Demandez-leur de partir, ils feront tout pour l'éviter.

**Il y a aussi, en arrière-plan, cette question récente des "influenceurs".
Pouvez-vous nous dire qui sont ces gens?**

Michel Fayad : Les influenceurs les plus médiatisés sont : "Zazou Youssef" (Youcef A.), un jeune Algérien sous OQTF avec près d'un demi-million d'abonnés sur TikTok, arrêté en janvier pour apologie du terrorisme ; "Imad Tintin" (Imad Ould Brahim), emprisonné depuis janvier après avoir diffusé une vidéo incitant à "brûler vif, tuer et violer" en France ; "Doualemn" (Boualem N.), un Algérien de 59 ans qui avait publié en janvier une vidéo appelant à donner une "sévère correction" à un opposant au FLN ; Sofia Benlemmane, une ancienne footballeuse franco-algérienne d'une cinquantaine d'années, suivie par des centaines de milliers de personnes sur les réseaux sociaux et qui avait menacé de mort des opposants au FLN tout en insultant la France ; "Abdesslam Bazooka" et "Laksas06", basés dans la région lyonnaise et également arrêtés en janvier, le premier pour avoir menacé d'égorger des opposants au FLN et le second pour avoir présenté les citoyens français d'origine algérienne comme des "soldats dormants" prêts à devenir "martyrs".

Il y a aussi Mohamed Hennad, Nassim Bouteldja, Tahar Bouafs, Mokhtar Souna, ainsi que des pages comme "Algérie Résistante". Ces influenceurs sont des relais du discours du FLN sur les réseaux sociaux. Depuis 1962, le FLN ne cesse d'entretenir une propagande anti-française, anti-marocaine et antisémite (sous couvert d'antisionisme) en Algérie. Son but est d'exporter cette haine sur le sol français afin d'empêcher que les valeurs françaises, notamment la liberté revendiquée lors du Hirak, ne soient importées en Algérie par les citoyens français d'origine algérienne qui y retournent pour les vacances.

Karim Maloum : Ces prétendus influenceurs sont, il faut le dire, des personnes instables, des voyous, parfois instrumentalisés. La plupart sont des clandestins et des OQTF à expulser. Si l'Algérie est si grande, riche et belle, ils n'ont qu'à y repartir. Même Alger ne veut pas d'eux. Les généraux utilisent de pauvres gens pour semer la discorde. Je n'ai jamais été témoin de manifestation de soutien au pouvoir en France, alors que j'ai participé à de nombreuses manifestations d'opposition. C'est le pouvoir algérien qui fait passer cette idée en utilisant les influenceurs et en finançant des islamistes aussi en banlieue.

L'Algérie est un pays qui a connu dans les années 90 une terrible guerre civile avec le groupe islamique armé (GIA). Le spectre d'une nouvelle guerre civile peut-il effrayer la représentation diplomatique française qui craint le renversement du régime en place, présidé par Tebboune, mais en réalité dirigé par les généraux, pour lequel nous n'avons pas de plan B?

Michel Fayad : Je ne pense pas que les Algériens souhaitent une nouvelle guerre civile. La précédente avait fait près de 200 000 morts. Depuis la fin de la guerre civile, les généraux contrôlent le pays.

Cinq scénarios existent :

- Le scénario "égyptien de 2011" : à la suite de manifestations, le général Moubarak avait démissionné et les Frères musulmans avaient pris le pouvoir démocratiquement.
- Le scénario "égyptien actuel" : un renforcement autoritaire du pouvoir militaire.
- Le scénario "syrien" : une guerre civile opposant le pouvoir en place à une internationale djihadiste financée par les pays du Golfe, qui finirait par l'emporter.

- Le scénario "libyen" : un éclatement du territoire entre ethnies, tribus et milices.
- Le scénario "soviétique" : le président Tebboune (élu dans un contexte de boycott électoral massif lié au Hirak) lance une perestroïka.

Le problème de ce dernier scénario, pourtant le plus souhaitable, est que Tebboune n'est que la façade civile des généraux qui détiennent le pouvoir réel, à l'image du général Saïd Chengriha.

L'Algérie souffre d'une dépendance à ses ressources pétrolières et gazières (en déclin), d'une forte inflation et d'un chômage élevé chez les jeunes. Malgré le discrédit du FLN et des autres partis traditionnels (RCD - Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, FFS - Front des Forces Socialistes), le Hirak n'a pas produit de leadership unifié.

Un renversement du pouvoir serait un pari risqué, d'autant plus avec la présence de groupes djihadistes dans le Sahel, où circulent armes, fanatiques et mercenaires susceptibles d'envahir l'Algérie en cas d'affaiblissement du pouvoir.

Je ne parle même pas des conséquences pour la France et l'Europe :

- L'Algérie du FLN joue aujourd'hui un rôle similaire à celui de la Libye de Kadhafi, celui de pays tampon contre les migrations subsahariennes massives vers l'Europe.
- Une crise majeure provoquerait une vague migratoire d'Algériens cherchant refuge en Europe.
- En raison du conflit avec la Russie, l'Europe est devenue plus dépendante du gaz algérien.

- Depuis des années, on observe une montée de l'islamisme en Algérie, malgré la surveillance des mosquées et des associations islamiques par le FLN et les généraux.

L'idéologie islamiste pave la voie au djihadisme et au terrorisme, qui ont déjà ensanglanté l'Algérie, l'Europe et d'autres régions du monde.

Karim Maloum : On le constate dans tous les pays arabes malheureusement. Quand une dictature tombe, elle est remplacée par les islamistes qui sont mieux organisés et plus structurés intellectuellement. Ils ont aussi le temps pour eux et ne dévient pas de leur idéologie. La France en a peur à juste titre. Elle a une autre crainte. Celle d'une vague migratoire consécutive à l'effondrement, non seulement algérienne mais aussi venue du Sahel pour lequel elle sert encore de verrou. L'Algérie utilise le chantage migratoire depuis longtemps. Le pouvoir utilise la géopolitique de l'immigration comme l'a un temps fait aussi Erdogan. Il y a aussi la lutte antiterroriste où les intérêts des deux pays convergent. Les services travaillent ensemble sur cette question. En janvier, le patron de la DGSI était à Alger malgré les tensions.

Le régime algérien laisse-t-il de la place à une réelle société civile? Trouve-t-on en Algérie des corps intermédiaires, une opposition politique, des syndicats, des patrons d'entreprises, capables de reprendre en main ce pays si d'aventure les généraux tombaient.

Michel Fayad : La loi de 2012 autorise les associations, mais de manière restrictive. Par conséquent, la plupart d'entre elles sont locales ou culturelles. On trouve néanmoins des associations de défense des droits amazighs, des victimes de la guerre civile, etc.

Les associations politiques sont étroitement contrôlées et les financements étrangers sont interdits. Les syndicats, faute de moyens, ont été affaiblis par la répression et des divisions internes. Toutefois, la situation

économique et sociale pourrait favoriser une remobilisation.

Les avocats, intellectuels, journalistes et étudiants qui avaient porté le Hirak pourraient être tentés de revendiquer à nouveau des réformes, mais ils restent mal organisés. Certains médias indépendants, comme Radio M, Liberté et TSA, résistent à la censure.

Si les généraux venaient à tomber, l'Algérie risquerait davantage de sombrer dans le chaos. Une transition ordonnée semble improbable faute d'acteurs unis et structurés pour assumer la gouvernance.

La résilience de la société civile observée lors du Hirak offre cependant un espoir. Mais faute d'organisation et de moyens, ce potentiel reste inexploité, malgré la richesse des talents, notamment au sein de la jeunesse.

Karim Maloum : On ne crée pas une société civile du jour au lendemain ni une opposition crédible. Tout a été détruit ; les partis politiques, les syndicats, les médias qui sont tous aux ordres. Le régime ne laissera rien derrière lui et la France le sait. Le grand public français découvre la réalité d'un régime dictatorial que les Algériens qui l'ont fui tentent de leur montrer depuis longtemps à la défaveur de ces événements. On verra jeudi au moment du prononcé contre Sansal ce qu'il en est vraiment. Je pense qu'ils seront obligés de le condamner car autrement ils déjugeraient tout leur récit obsidional.

Qui sont les véritables relais du pouvoir algérien en France?

Emmanuel Macron les craint-il bien plus au fond que la diaspora?

Michel Fayad : Le pouvoir algérien dispose de plusieurs relais en France :

- Les influenceurs sur les réseaux sociaux (même si la justice n'a pas encore établi de preuves formelles).

- Des hommes d'affaires algériens et franco-algériens opérant dans l'immobilier, le commerce ou l'énergie (la justice soupçonne certains d'eux de blanchiment au profit du pouvoir algérien).
- Des associations officiellement culturelles ou sociales.
- Les antennes du DRS (Département du Renseignement et de la Sécurité), que le président Tebboune a récemment réorganisé.

Emmanuel Macron redoute que le pouvoir algérien mobilise ces relais et provoque de nouvelles émeutes en banlieue. Si ses craintes sont justifiées, il en tire néanmoins les mauvaises conclusions en ne freinant pas l'immigration qui, numériquement, alimente un séparatisme plutôt qu'une véritable intégration.

Karim Maloum : Les tonneaux vides font beaucoup de bruit disait ma grand-mère. Les vrais relais ne sont pas les « influenceurs ». C'est la cinquième colonne consciente et inconsciente : Karim Zeribi, la grande mosquée de Paris dont le recteur a été le directeur de campagne de Tebboune, Rima Hassan qui qualifie l'Algérie de « Mecque des révolutionnaires », Jean-Michel Aphantie qui soutient le pouvoir pour taper sur l'histoire de France, ou encore Ségolène Royal. Certains le font par intérêts économiques, d'autres pour avoir les voix des Algériens de banlieues. Vous avez aussi un pacte de non-agression entre Tebboune et les islamistes à qui il a donné l'éducation nationale, la culture et bien sûr les mosquées. Tous ces gens se rejoignent, peuvent être les idiots utiles du régime ou ses remplaçants futurs faisant preuve de patience. L'Algérie est un pays riche où vit un peuple pauvre. Nous aurions aimé rester chez nous et y devenir avocats, députés ou patrons de presse. Nous sommes en France et nous ne pouvons pas y revenir. Les relais du pouvoir ici sont donc profondément blessants pour les Algériens qui ont fui.

Le sujet vous intéresse ?